

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de D&S n° 163

Du 29 janvier au 19 mars : en avant !

- Social -

Date de mise en ligne : samedi 14 mars 2009

Démocratie & Socialisme

La présidente du Medef s'est dit « consternée » et a vu « quelque chose de pervers dans la journée de protestation du 29 janvier » qui « coûte cher et ruine la réputation de la France ».

Qu'est-ce ça va être le 19 mars ?

Car s'il y a des élans, des engagements qui peuvent nous sauver de la crise, c'est bien la mobilisation puissante et massive du salariat du 29 janvier au 19 mars : ce qui « coûte cher et nous ruine », ce qui est « pervers et consternant », c'est l'entêtement du patronat et du pouvoir sarkozyste, tous les deux en faillite, à ne rien changer à leur catastrophique orientation politique néolibérale.

Tout ce qu'ils ont fait, font déjà et annoncent est dramatiquement mauvais : la récession se généralise à grande vitesse, la zone euro s'enfonce : - 2,1% pour l'Allemagne, - 1,8% pour l'Italie, - 1,2% pour la France, au 4e trimestre 2008. Cela risque d'être bien pire en 2009.

Sarkozy a le culot de mettre au compte de sa politique l'effondrement un peu moins rapide du PIB français : alors qu'il s'agit exactement du contraire car ce sont les retraites par répartition, l'assurance maladie, le Smic, les allocations chômage, les services publics - tout ce que Sarkozy veut supprimer ou réduire à la portion congrue - qui servent pourtant d'amortisseurs et ralentissent encore la chute du PIB.

C'est le secteur privé dirigé par la bande du Fouquet's, du CAC 40, et le Medef de Parisot qui creuse notre tombe, leurs entreprises se précipitent pour licencier, privilégiant leurs profits à nos emplois, continuant comme avant à jouer à l'économie casino, à accaparer et à spéculer.

Ce sont eux les « pervers » qui ne voient pas venir les autres vagues des crédits immobiliers pourris, des LBO, des créances effondrées des entreprises, des crédits en déroute. Leur crise est pire que celle de 1929, la pire que ce système capitaliste ait engendrée et leur slogan reste « surtout ne changer rien » (comme ironise Frédéric Lordon). Des centaines de milliers de dollars se volatilisent, les krachs sont à répétition étendus sur toute la planète, les pertes sont abyssales, le système bancaire est entraîné dans un maëlstrom, c'est la descente aux enfers et ces intégristes néolibéraux Sarkozy et Parisot croient ne voir le mal que dans les manifestations populaires pour les hausses de salaires...

C'est pourtant le secteur public qui résiste et nous fait vivre encore : et Sarkozy, ce président irresponsable, catastrophe, ose continuer à supprimer des emplois de fonctionnaires, de professeurs, à casser les hôpitaux et à bloquer les salaires, à dégligner les retraites, à précariser les emplois ! Il va nous emmener au fond du gouffre s'il n'est pas chassé rapidement par une mobilisation populaire assez forte, comme aux Antilles pour dire : « stop, changeons de politique, redistribuons vite les richesses tout de suite pour relancer l'économie et sortir de leur crise infernale ».

De partout ça monte. La conscience se fait jour qu'il « faut y aller ». La convergence des luttes contre l'ensemble de la destruction des droits sociaux depuis sept ans est en cours. Reste que la mobilisation soit réussie, développée, coordonnée, unifiée.

Dans la situation où nous sommes, on ne peut vraiment se défendre qu'en étant à l'offensive : 200 euros, c'est le meilleur mot d'ordre concret, immédiat, pour protéger les emplois, stopper la crise, et imposer la relance. Cela peut être un mot d'ordre unitaire et unifiant, il peut gagner et alors, dans la foulée, on pourra mettre un terme au sarkozysme fauteur de crise.

En avant ! Marchons !